

# Pour un changement de paradigme éducatif: du néolibéralisme scolaire à l'éducation démocratique

Towards a change of paradigm in education: from  
neoliberal education to democratic education

 **Christian Laval**<sup>1</sup>

Entrevistado por **Juana Sorondo**<sup>2</sup>

## Resumé

Cet entretien avec Christian Laval aborde des questions fondamentales de ses travaux consacrés à l'éducation, et permet de reconstruire le déploiement de l'engagement politique qui a guidé tout son parcours professionnel. L'échange se centre sur le paradigme éducatif néolibéral, et son importance en tant que modèle théorique pour une lecture compréhensive et critique des actuelles transformations de l'école. Il s'agit, en même temps, d'une réflexion sur les conditions de possibilité d'un changement de paradigme, vers une éducation vraiment démocratique, qui

---

<sup>1</sup> Doctor en sociología y profesor emérito del Laboratorio Sophiapol de la Université Paris Nanterre. Fue director de programa en el Collège International de Philosophie y hoy en día investigador asociado al instituto de investigación de la Federación sindical unitaria de la enseñanza, la investigación y la cultura (F.S.U.). Ha escrito obras sobre Jeremy Bentham, el utilitarismo y la historia de la sociología clásica. Sus libros, muchos de ellos en coautoría con Pierre Dardot, son una referencia internacional para el análisis crítico de la extensión de la racionalidad neoliberal como "nueva razón del mundo", y de las mutaciones que esto implica en las diferentes dimensiones de lo social, particularmente en la educación. Por otra parte, se interesa por las alternativas políticas basadas en el principio de lo común, y sus implicancias para una lucha contra el capitalismo, e interviene en el campo sindical defendiendo un proyecto de refundación del sindicalismo.

<sup>2</sup> Personal Docente e Investigador en Formación (FPI-UAM), Universidad Autónoma de Madrid.

puisse mettre en question l'ordre social capitaliste. Le rôle de l'État et des services publics, les héritages progressistes, l'action collective et les luttes scolaires et universitaires sont dès lors interrogés et repensés.

**Mots-clés:** Néolibéralisme scolaire; éducation démocratique; alternatives démocratiques; luttes scolaires.

## Resumen

Esta entrevista con Christian Laval aborda cuestiones fundamentales de sus trabajos dedicados a la educación, y permite reconstruir el despliegue del compromiso político que ha guiado todo su recorrido profesional. El intercambio se centra en el paradigma educativo neoliberal, y su importancia como modelo teórico para una lectura comprensiva y crítica de las transformaciones actuales de la escuela. Se trata, al mismo tiempo, de una reflexión sobre las condiciones de posibilidad de un cambio de paradigma, hacia una educación verdaderamente democrática, que pueda problematizar y cuestionar el orden social capitalista. El papel del Estado y de los servicios públicos, los legados progresistas, la acción colectiva y las luchas escolares y universitarias son, por lo tanto, cuestionados y replanteados.

**Palabras clave:** Neoliberalismo en educación; educación democrática; alternativas democráticas; luchas educativas.

## 1. Introduction

Cette conversation avec Christian Laval, à qui nous remercions énormément la générosité de sa participation, vise à une réflexion collective sur le néolibéralisme en tant que cadre conceptuel indispensable pour une lecture compréhensive et critique des actuelles mutations de l'école. Elle s'inscrit dès lors dans l'objectif de la section d'entretiens de la *Revista Educación, Política y Sociedad*, qui tient à ouvrir un espace pour discuter sur les liens entre éducation et ordre social dans le cadre d'une critique du capitalisme/colonialisme/patriarcat.

Christian Laval reprend ici les lignes fondamentales de sa recherche, et parle du nouveau paradigme mondial de l'éducation, mené par la logique normative

englobante de la concurrence qui s'étend en dehors du domaine économique et s'impose sur les institutions, les activités, les conduites, et donc sur les subjectivités.

L'idéal-type de cette « nouvelle école capitaliste », que l'auteur a analysé à fond dans plusieurs ouvrages, se résiste, pourtant, à toute lecture monocausale et unilatérale de ce phénomène. Tout au long de l'entretien, nous sommes, au contraire, invités à réfléchir aux conditions de possibilité pour un dialogue avec d'autres approches critiques, pour aborder la complexité des significations et des formes de pouvoir qui se mettent en jeu dans le champ éducatif. Les enquêtes empiriques, qui rendent compte des situations et tensions particulières tout en les reliant aux mouvements globaux, sont également mises en valeur. Ainsi, l'attention aux entrecroisements et aux contradictions singuliers rend la théorie plus riche et complexe.

C'est dans ce sens que Christian Laval nous propose un travail critique qui vise à rendre visibles les façons dont le néolibéralisme reprend, phagocyte et érode les significations, les catégories et les principes sédimentés dans le champ éducatif. L'entretien est, donc, une interpellation à déconstruire des vieux consensus du champ, qui souvent contribuent à une légitimation, voire une naturalisation, des approches et des réformes néolibérales. Les discours des « nouvelles pédagogies » et de l'école « inclusive », ainsi que le rôle attribué à l'État et aux services publics, doivent donc être mis en question et interrogés.

Toutefois, le néolibéralisme n'aboutit pas à « faire complètement table rase du passé ». Laval reprend les lignes d'enquête de son dernier ouvrage, en collaboration avec Francis Vergne, *Éducation Démocratique* (2021), pour souligner l'importance de repenser les héritages progressistes et d'ouvrir un débat autour du vrai sens de la démocratie, en éducation mais surtout dans le cadre général de la société. Loin de renforcer la fragmentation fétichiste du champ éducatif, cet entretien nous invite donc à penser et mettre en place des alternatives démocratiques et égalitaires pour l'école en articulation avec des luttes contre l'inégalité sociale dans tous les autres domaines.

Cette conversation nous mobilise, ainsi, dans le contexte de l'hégémonie du néolibéralisme, à réinventer le désir d'un « autre monde possible », clé pour imaginer collectivement des alternatives contre le paradigme actuel.

## **2. Parcours professionnel et pensée critique**

**J.S. :** Pour commencer cette conversation avec vous, je voudrais vous poser une question à propos de votre trajectoire personnelle-professionnelle, et votre propre processus de subjectivation dans un contexte et monde social donnés. *Comment s'est développé votre positionnement critique ? Quels moments ou expériences identifiez-vous comme déterminantes dans ce parcours ?*

**Christian Laval :** La question est très vaste et la réponse risquerait en tout cas d'être très longue si je faisais le compte de toutes les expériences déterminantes. J'ai été formé dans l'esprit de « Mai 68 ». J'avais quatorze ans en 68, trop jeune pour participer au mouvement mais assez mûr pour être marqué par la politisation générale de la société et la contestation générale des pouvoirs, notamment dans l'éducation. Les lycéens français se sont alors révoltés contre « le « lycée-caserne », créé dans un esprit très disciplinaire au XIXe siècle par Napoléon. Puis j'ai eu une expérience du militantisme politique, dans une organisation trotskiste pendant une petite dizaine d'années et je me suis doté d'une culture politique assez vaste. Au sortir de l'université où j'avais suivi un double cursus de lettres modernes et de sciences économiques, je suis devenu professeur de sciences économiques et sociales dans des lycées. J'ai eu une longue expérience syndicale, participé à de nombreux mouvements de grève. C'est dans ce cadre que je suis devenu l'un des animateurs d'un Institut de recherche de la principale fédération des syndicats enseignants en France (Fédération syndicale unitaire), à la fin des années 90. Parallèlement à ces activités militantes, j'ai poursuivi dans un cadre universitaire des recherches « fondamentales » sur l'utilitarisme, l'histoire de la sociologie, le néolibéralisme. Il y a eu bien sûr des « croisements » entre ces domaines, et le principal tient à ce que mon intérêt pour l'utilitarisme, le libéralisme économique et le néolibéralisme m'a permis de repérer assez tôt (dès la fin des années 80) les premiers signes d'un changement de paradigme dans le domaine de l'éducation. Il

a donc fallu à la fois une « expérience professionnelle de terrain », une activité syndicale, et un travail « généalogique » sur l'utilitarisme puis sur le néolibéralisme pour que j'en arrive, sans que ce soit d'ailleurs un projet très conscient, à ce « chantier » auquel j'ai contribué le plus activement possible, consacré au « néolibéralisme scolaire et universitaire ».

### **3. Capitalisme, néolibéralisme et éducation**

**J.S. :** Vos ouvrages (soit individuels, soit en collaboration) sur l'éducation – notamment *L'école n'est pas une entreprise* (2004) et *La nouvelle école capitaliste* (2012) – ont porté leur attention sur l'analyse des mutations néolibérales de l'école, et ont laissé une empreinte dans la façon d'aborder le sujet dans le domaine de la recherche. *Croyez-vous que le néolibéralisme est un cadre conceptuel suffisant pour les études dans le champ éducatif ?*

**Christian Laval :** Non, bien sûr que non ! C'est un « cadre conceptuel », pour reprendre votre expression, indispensable pour saisir le tournant qui s'opère dans les systèmes éducatifs sous la pression universelle d'un nouveau paradigme éducatif dans lequel il s'agit avant tout de former des « ressources humaines » pour les appareils productifs dans une phase de concurrence accrue entre économies. Il permet de comprendre que les politiques néolibérales visent, bien au-delà de l'économie, à transformer toute la société et toutes les institutions selon une logique normative englobante. Cela signifie que la rationalité capitaliste s'étend en dehors de la seule sphère économique stricto sensu pour devenir la norme générale des activités et des conduites, et qu'elle devient même un modèle de gouvernement des individus et des sociétés. Mais il ne suffit évidemment pas pour « les études dans le champ éducatif » pour reprendre votre formule. Ce serait extrêmement réducteur, donc une grave erreur épistémologique. Il faut refuser les explications « monocausales » comme disait Max Weber. Et d'abord parce que les systèmes éducatifs sont sédimentés, qu'ils ont hérité de formes institutionnelles, de manières de gouverner les enfants, d'idéologies politiques très différentes au cours du temps. La forme scolaire néolibérale est le dernier sédiment, qui modifie certainement les formes anciennes, mais ne les annule pas complètement. Idéalement, les

réformateurs néolibéraux peuvent rêver de faire table rase du passé, mais cela n'est pas possible. Prenons un exemple : les systèmes éducatifs se sont constitués historiquement au moment où les États nations se construisaient et se consolidaient. Ils ont tous gardé une dimension nationale voire nationaliste dans leurs valeurs, leurs objectifs, leurs programmes scolaires. On ne peut pas aborder le champ éducatif sans tenir compte du principe de souveraineté qui a innervé aussi les « éducations nationales ». On pourrait archéologiquement descendre encore plus loin dans les « fondations » et se demander ce que l'Église a légué aux modèles pédagogiques, y compris dans les systèmes scolaires qui se veulent les plus laïques, comme en France...Et puis il ne faut pas oublier que beaucoup d'enseignants n'obéissent pas comme des petits soldats aux injonctions, qu'ils résistent autant qu'ils peuvent à la mise en place de la « nouvelle école capitaliste ».

**J.S. :** Les féminismes et les perspectives décoloniales soulignent l'importance de prendre en considération, pour étudier le système de domination capitaliste ainsi que les luttes qui lui font face, l'articulation constitutive et originaire entre capitalisme, patriarcat et colonialisme/colonialité. *Que pensez-vous de ces approches ? Pourraient-elles se rapprocher ou s'intégrer aux études sur le capitalisme néolibéral, notamment dans la recherche éducative ?*

**Christian Laval :** Cela va dans le sens de ma réponse précédente. Il faut combiner les approches, n'en exclure aucune, tout simplement parce que le réel est composite, historiquement constitué de formes de pouvoir antérieures au capitalisme ou bien spécifiques à certaines régions du monde, celles qui ont subi le joug colonial. Mais pour reprendre ce dernier exemple, il est frappant que le phénomène de « colonialité » peut aussi éclairer la façon dont le pouvoir d'État central a colonisé culturellement, notamment par l'Église et par l'école, ses périphéries internes, c'est-à-dire toutes les provinces et régions qui avaient leur propre langue, leurs coutumes, leurs cultures. Il est assez évident qu'on retrouve dans les systèmes scolaires toutes les divisions sociales, toutes les inégalités, de classe, de race, de genre, et qu'une approche « intersectionnelle » est nécessaire,

précisément pour éviter une lecture unilatérale. Mais ce qui est intéressant aussi, c'est de voir comment une logique normative aussi dominante que le néolibéralisme reprend à son compte, prolonge mais aussi modifie les lignes de division entre classes, races et genres. L'école en France, comme dans d'autres pays, connaît des phénomènes de ségrégation ethnique extrêmement prononcés. La logique de concurrence entre établissements scolaires liée à la construction de « marchés scolaires locaux » a aggravé ce phénomène. On pourrait de la même manière se demander ce que provoque la concurrence en matière d'inégalités de genre dans le champ éducatif.

**J.S. :** Lors de vos analyses sur les transformations néolibérales de l'école, vous remarquez toujours qu'il ne s'agit pas de décrire une réalité déjà consommée et homogène. En effet, vous insistez sur l'importance de considérer la capacité du néolibéralisme de s'adapter à des principes déjà présents dans les contextes locaux, où la logique des compétences se réinvente et prend des formes singulières. *Quelle place doit avoir cette hétérogénéité dans la théorie et dans les analyses empiriques ? Comment mettre en jeu l'interprétation de la « nouvelle école capitaliste » dans les différents contextes socioculturels ? En quoi les singularités de ces contextes pourraient-elles nous aider à rendre visibles certaines disputes ou contradictions ?*

**Christian Laval :** Notre objectif principal était de montrer qu'il y avait bien un nouveau paradigme mondial de l'éducation. C'était ce point qui était important théoriquement et politiquement il y a une vingtaine et même une dizaine d'années, tout simplement parce que les systèmes éducatifs se présentent comme des réalités nationales, fortement liées aux spécificités de chaque pays. Il fallait en quelque sorte faire voir ce qui était rendu invisible dans chaque pays : une certaine transnationalité des politiques néolibérales. C'était par exemple le sens d'un petit livre co-écrit avec Isabelle Bruno et Pierre Clément, *La Grande mutation, néolibéralisme et éducation en Europe*, publié en 2010.

Les livres que seul ou avec d'autres collègues et camarades j'ai consacré à l'éducation sont certes liés à la conjoncture française, mais nous avons toujours essayé de faire des comparaisons avec d'autres situations. Nous avons par exemple

contribué à diffuser en France le livre dirigé par le chercheur britannique Ken Jones (*Schooling in Western Europe: The New Order and Its Adversaries*, Palgrave 2008), et qui a été traduit sous le titre *L'école en Europe, Politiques néolibérales et résistances collectives* (La Dispute 2011), qui est l'un des premiers à montrer les chemins et les rythmes différents des transformations néolibérales selon les pays européens. Cet ouvrage collectif montre très bien, je crois, le rôle de l'enquête empirique quand cette dernière reste guidée par la compréhension d'un changement global mais en tenant compte de variantes locales importantes. La méthode consiste à toujours tenir à la fois le cadre d'ensemble – l'imposition universelle d'un nouveau paradigme- et les particularités sociales, politiques et culturelles de chaque situation nationale. Donnons un exemple : la question s'est posée de savoir comment en France des gouvernements à la tête d'un État qui se veut républicain et prétend même constituer un modèle de laïcité, avaient été capables malgré cette particularité politico-culturelle d'introduire de plus en plus un esprit de rentabilité et d'efficacité, autrement dit « l'esprit du capitalisme ». Le discours sur « l'employabilité » comme forme d'intégration dans la « communauté nationale » a joué un rôle clé, de même que la manière nouvelle dont la connaissance est désormais conçue comme facteur d'innovation économique et technologique plutôt que comme vecteur d'émancipation.

L'une des questions brûlantes est celle de l'instrumentalisation des « nouvelles pédagogies » dans le paradigme néolibéral. C'est là un vrai sujet de dispute, mais qui pour être traitée suppose de faire un détour vers l'anthropologie politique : quel type d'individualité est visé par des pratiques et doctrines pédagogiques ? Cela demanderait aux partisans des dites « nouvelles pédagogies » d'avoir un regard réflexif sur leurs propres théories. De façon générale, l'imposition du nouveau paradigme néolibéral oblige à un réexamen général des positions critiques, du fait même que ce nouveau paradigme a repris à son compte des critiques de la « vieille école » pour les mettre au service d'une réforme capitaliste de l'éducation.

**J.S. :** *Pourriez-vous développer davantage cette dernière idée à propos du besoin d'un réexamen des positions critiques envers la « vieille école »? On retrouve souvent l'idée d'un modèle institutionnel scolaire « traditionnel », « oppresseur », « disciplinaire », etc., érigée comme le principe explicatif fondamental des problèmes du champ –conçus, notamment, de la part des positions « progressistes », en termes d'une inclusion/exclusion du et dans le système éducatif–. Quels sont, selon vous, la portée et/ou les limites de ces approches?*

**Christian Laval :** Les réformes néolibérales se sont appuyées sur des travaux et des études qui ont montré les défaillances du système scolaire en comparaison de l'idéal universaliste et égalitaire qu'il professait. C'est ainsi que l'on a beaucoup entendu parler des enquêtes PISA de l'OCDE afin de souligner la nécessité des changements. Les néolibéraux ont en quelque sorte voulu conquérir une sorte de monopole de la critique pour présenter leur modèle concurrentiel comme « the one best way », aux dépens évidemment des propositions progressistes plus traditionnelles, qui demandaient au contraire une meilleure régulation des recrutements scolaires afin de renforcer la mixité scolaire ou bien une augmentation de l'encadrement pédagogique des élèves. Mais surtout les néolibéraux ont essayé de récupérer à leur profit tout ce qui dans les « nouvelles pédagogies » allaient dans le sens de l'individualisme et de l'utilitarisme. Par exemple les catégories d'« intérêt », de « projet » ou de « compétence » ont été intégrées dans la doctrine néolibérale de l'éducation centrée sur le « capital humain » et « l'employabilité ». C'est pour cela qu'il me semble que les différents courants de « l'éducation nouvelle » auraient dû plus qu'ils ne l'ont fait se démarquer de cette nouvelle orthodoxie et mettre en valeur la primauté de la coopération, de la démocratie et de l'égalité dans les pédagogies qu'ils défendent. Car ces pédagogies ne sont « démocratiques » que si elles entravent « l'individualisme compétitif » qui est l'idéologie dominante de nos sociétés.

Il faut donc faire un réel travail critique des nouvelles rhétoriques et des mesures qui en découlent. « L'inclusion », par exemple, est un thème qui a été interprétée de façon biaisée. L'école devrait être « inclusive » dans le sens où sa fonction serait de préparer l'intégration de toutes et tous dans le marché du travail

aux divers niveaux hiérarchiques de l'économie existante. Une éducation réellement démocratique doit viser l'égalité réelle d'accès aux biens culturels avec pour horizon une société la plus égalitaire possible, donc sans s'ordonner à la hiérarchie des places et des niveaux imposés par le capitalisme.

**J.S. :** Pour conclure cette section : vous faites référence, dans vos réponses précédentes, aux entrecroisements, singuliers aux différents contextes, de la logique normative englobante et transnationalisée du néolibéralisme, d'une part, et des divers principes sédimentés dans les systèmes éducatifs et dans les positions progressistes ou critiques, de l'autre. *Pourrait-on penser que cette multiplicité normative de fait serait, peut-être, une des conditions de possibilité de l'hégémonie néolibérale?*

**Christian Laval :** Non, je ne crois pas que ce soit aussi simple. L'école -comme l'État d'ailleurs- n'est pas un bloc homogène. Il faut bien comprendre qu'une école purement capitaliste est un « idéal-type » sur le plan théorique et en même temps un horizon normatif pour les réformateurs néolibéraux guidés par les principes d'une « économie de l'éducation » dans laquelle il n'y aurait que des agents économiques qui « investiraient » dans leurs études pour accumuler du capital humain. Ils n'ont pas pu et ne peuvent toujours pas faire complètement table rase du passé. C'est précisément dans le passé que les enseignants trouvent aujourd'hui des idéaux et des modèles d'une éducation non capitaliste. En France, l'idéal républicain toujours vivace veut que l'école forme des « citoyens » avant de former des consommateurs ou des « entreprises de soi ». Le néolibéralisme érode peu à peu ces lignes de défense héritées du passé. C'est pourquoi il nous faut un projet pour le futur qui soit une alternative démocratique au paradigme néolibéral.

#### **4. État, services publics et luttes éducatives**

**J.S. :** La critique de la souveraineté de l'État et la mise en évidence du lien entre État et capital –aujourd'hui, global– sont une constante dans votre œuvre, notamment dans *Dominer* (2020). En même temps, dans *Commun* (2015), vous remarquez une dualité des services publics, qui sont à la fois un instrument de

domination et l'objectivation de conquêtes sociales historiques. Dans ce cadre, et en dirigeant le regard vers le domaine éducatif, avec *Éducation démocratique* (2021), vous proposez une défense de l'éducation comme service public –ou, plutôt, comme service du commun– contre la souveraineté de l'État. Vous vous opposez ainsi à la « gauche étatique » qui ne réfléchit ni aux principes ni aux intérêts qui sont à la base des services qu'elle réclame. Pourtant, le « droit à l'éducation », ainsi que la dénonce des exclusions du et dans le système éducatif géré par l'État, restent des signifiants dominants pour ceux qui s'opposent –du moins discursivement– au néolibéralisme. *Quelle est, selon vous, la portée (et/ou les limites) de ces discours qui informent les luttes éducatives? Est-il possible d'éviter une naturalisation de l'État éducateur tout en réclamant l'éducation obligatoire comme service publique fondamental?*

D'autre part, certains mouvements sociaux conçoivent les luttes « pour » et « contre » l'État comme des stratégies complémentaires dans le champ éducatif. *Est-ce qu'une lutte « pour » l'État de part d'acteurs historiquement dominés et reniés peut s'avérer stratégique dans le cadre d'une praxis instituante qui vise à la refondation démocratique de l'État et des institutions éducatives ?*

**Christian Laval :** En réalité, lorsqu'on parle d'État on parle de réalités différentes qui se sont mêlées au cours du temps. L'État s'est construit autour d'un pilier qui est le pouvoir souverain, soit l'idée qu'il n'y avait aucun pouvoir au-dessus de lui sur un territoire donné. A la fin du XVIIIe siècle, ce souverainisme a pris des allures plus démocratiques, avec l'idée que la souveraineté était désormais celle du « peuple ». Mais cette démocratie de nature représentative, articulée à une administration bureaucratique, n'a pas mis les organes de l'État sous le contrôle réel de la population. Et il a fallu des luttes nombreuses et difficiles pour que l'État en vienne à élargir son champ d'intervention et devienne l'État social et éducateur que nous connaissons depuis. Mais cet État n'est pas indépendant du système de domination capitaliste et bureaucratique, il en est encore une des pièces centrales, même s'il a dû composer avec les revendications populaires et les aspirations démocratiques. Nous devons nous battre pour que les services publics soient réellement au service de la population, répondent à des besoins fondamentaux, et pour cela il faut

modifier la façon dont les écoles, mais aussi les hôpitaux, les maisons de retraite ou les transports publics sont gouvernés.

Il convient ainsi de combiner dans la lutte contre le néolibéralisme une défense de l'héritage progressiste du « service public », et des propositions offensives de démocratisation de ces services publics. Il ne suffit pas en effet de défendre « l'école d'État » contre « l'école de marché » parce que l'école d'État telle qu'elle existe, qui est à la fois bureaucratique, nationaliste et inégalitaire, ne reflète que très mal les valeurs progressistes, et de plus offre bien peu de résistance à la logique de l'éducation capitaliste. Les systèmes éducatifs doivent se transformer en « institutions du commun », dont le principe est que ce qui est mis en commun doit être décidé et contrôlé démocratiquement par la population, par les usagers, par les professionnels.

## 5. Éducation, ordre social et transformations

**J.S. :** Au postface à l'édition de 2012 de *La nouvelle école capitaliste*, et plus tard dans *Éducation démocratique* (2021), vous insistez sur le caractère stratégique des luttes sociales dans le champ éducatif. En même temps, vous soulignez l'erreur des discours scolaristes qui demandent une transformation de l'école qui ne vise pas à transformer l'ordre social capitaliste. *Quelles sont, selon vous, les conditions pour que les luttes scolaires et universitaires puissent déboucher sur une mise en question du capitalisme? Quel est le rôle des chercheuses et des chercheurs à cet égard ?*

**Christian Laval :** Nous nous en prenons effectivement dans notre dernier ouvrage, *Éducation démocratique*, au remplacement de l'objectif de transformation socialiste de la société par un objectif beaucoup plus limité d'égalisation sociale par le système scolaire. Pour le dire en bref, et en France c'est très visible, le socialisme a été abandonné au profit du *scolarisme*. Cette idéologie est purement illusoire en voulant faire croire que les progrès de l'égalité sociale ne peuvent venir que de la réforme de l'école. Et comme une école égalitaire dans une société inégalitaire n'est pas possible, cette idéologie contribue à une mise en accusation permanente de l'école et des enseignants. S'il existe certainement des marges de manoeuvre pour les

professionnels, qui peuvent et doivent user de leur relative liberté pour développer des pratiques les plus démocratiques possibles, il convient de toujours rappeler qu'ils ne choisissent pas les conditions économiques, sociales et culturelles dans lesquels vivent leurs élèves. Toute lutte sur le terrain scolaire doit donc s'efforcer de s'articuler à d'autres luttes sur le terrain des salaires, de l'habitat, de l'urbanisme, des conditions et horaires de travail, de l'accès à la culture, etc. Les chercheuses et les chercheurs ont à cet égard une grande responsabilité. Trop souvent une certaine tendance à la spécialisation universitaire a fait oublier le cadre général de la société et tous les liens qui existent entre le domaine de l'éducation et les autres dimensions de la vie sociale. Les chercheuses et chercheurs doivent retrouver le sens véritable du travail sociologique, qui est de *mettre en relation* ce qui paraît séparé dans les représentations sociales. Aussi une « sociologie de l'éducation » ne doit-elle jamais se fermer sur elle-même, se croire indépendante d'une sociologie économique ou d'une sociologie urbaine.

**J.S. :** Dans *Éducation démocratique* (2021), vous vous inscrivez dans une tradition qui vise à la resignification de la fonction socialisatrice de l'école, versée à la production de sujets transformateurs. Cependant, vous signalez aussi que l'école telle qu'elle est organisée aujourd'hui n'est pas faite pour former des citoyens autonomes et critiques. *Quelles médiations envisagez-vous pour avancer vers cette « révolution scolaire », dans le contexte de l'hégémonie du néolibéralisme dans la production des institutions, des liens sociaux, des identités, des subjectivités, etc. ? Comment concevoir collectivement les « pratiques altératrices » dont vous en parlez, pour éviter qu'elles restent coincées dans une échelle micropolitique ?*

**Christian Laval :** La situation des enseignants n'est pas facile, de plus en plus privés de liberté et d'autonomie dans leur travail. Elle n'est pas désespérée pourtant. Je crois beaucoup à la force du « collectif » et à son caractère cyclique. Je veux dire par là que nous vivons une période de « privatisation » des individus, selon l'expression de Castoriadis. Mais cela peut vite changer, la tendance n'est pas irréversible, comme le montrent les mobilisations scolaires et universitaires de ces dernières années en France mais dans beaucoup d'autres pays. Le livre *Éducation*

*démocratique* s'adresse bien sûr à des lecteurs individuels mais aussi à des collectifs, associations et syndicats. Nous rappelons l'injonction de Célestin Freinet à ses disciples : « ne restez pas seul » !

Ce que nous avons voulu souligner c'est d'abord l'importance de se donner un projet alternatif de société, et, dans ce cadre de se faire une première idée de l'éducation désirable que nous voudrions mettre en place. Etre conscient qu'une rupture s'impose dans les manières de produire et de vivre ne suffit pas. Il faut donner envie de changer pour un « autre monde possible ». Il faut d'ores et déjà aussi se demander comment éduquer les enfants qui seront les citoyens de demain et auront la lourde charge de réparer autant que possible ce que le capitalisme laisse derrière lui. Ce que nous avons voulu faire c'est ensuite d'aider à penser le lien entre les pratiques concrètes que nous pouvons d'ores et déjà mettre en oeuvre, même si c'est de façon très modeste et très marginale, et l'objectif général de révolution sociale et scolaire. Le possible d'aujourd'hui, c'est déjà la préfiguration du réel de demain.

Les « médiations » comme vous dites ne sont pas encore toutes là. Les syndicats doivent se remettre en question, et avec un petit groupe de camarades, nous avons entamé une vaste réflexion sur la refondation syndicale, laquelle doit intégrer la perspective de rupture dont nous parlons ici. Il est temps de se doter d'instruments professionnels offensifs, porteurs d'un projet d'ensemble de transformation de la société et de l'éducation.

## **6. Pour conclure**

**J.S. :** *Y a-t-il quelque chose que je n'aie pas demandé, nuancé ou abordé, et sur laquelle vous voudriez en revenir avant de conclure cet entretien ?*

**Christian Laval :** Juste une dernière remarque. Je crois beaucoup aux échanges « transnationaux » sur le plan scientifique comme sur le terrain pratique. De la même façon que le paradigme néolibéral dépasse les frontières, le combat contre ce modèle et la lutte pour un modèle alternatif doivent être aussi « transnationaux ».

**J.S. :** Pour continuer et approfondir sur cette dernière réflexion: *Comment envisagez-vous ces échanges « transnationaux » pour combattre le modèle néolibéral ? Comment préfigurer un modèle alternatif d'échange et de production scientifiques dans un contexte où les critères d' « excellence académique » qui régissent la production des savoirs renforcent non seulement la logique de la concurrence, mais aussi celle de la colonialité ?*

**Christian Laval :** Pour l'instant, je remarque qu'il y a des initiatives dispersées d'universitaires qui constituent des réseaux de recherches en quête d'alternatives, mais aucun grand mouvement international ne s'est à ce jour constitué, ce qui aurait pu d'ailleurs avoir lieu dans le sillage de l'altermondialisme. C'est un problème général d'ailleurs : la transnationalisation des recherches, des résistances et des alternatives est difficile à mettre en place car le « coût d'organisation » pour parler comme les économistes est assez élevé et les chercheurs et les enseignants sont sous la pression concurrentielle de « l'excellence académique », comme vous dites justement. Mais en même temps, je crois que l'on peut subvertir l'un des critères de cette « excellence académique » qui est « l'internationalisation des sources et des travaux ». La circulation internationale des recherches, les traductions, les entretiens et conversations, tout cela constitue autant de petits pas en avant dans la direction d'une mutualisation mondiale des analyses critiques et des propositions alternatives. Mais quel est le but lointain que nous devons nous donner qui pourrait servir de boussole universelle ? Dans *Éducation démocratique*, nous en proposons une énonciation assez audacieuse et utopique il est vrai : une organisation fédérative mondiale de l'éducation. On ne voit pas pourquoi l'éducation devrait rester sous la seule prérogative étatico-nationale. Il est temps que l'humanité se dote de ses propres institutions supra-étatiques, ou cosmopolitiques si l'on préfère, sur des sujets aussi fondamentaux que le climat, la santé, la finance, les migrations, et sur beaucoup d'autres sujets fondamentaux, dont l'éducation. Les Chartes et Pactes de l'Organisation des Nations unies ont défini des grands principes auxquels l'immense majorité des États ont souscrit, mais ces textes n'ont aucune force légale contraignante. Il faut donc réinventer une cosmopolitique de l'éducation.

## Bibliographie

- Bruno, I., Clément, P. y Laval, C. (2010). *La grande mutation: Néolibéralisme et education en Europe*. Editions Syllepse.
- Dardot, P. y Laval, C. (2013). *La nueva razón del mundo. Ensayo sobre la sociedad neoliberal*. Gedisa.
- Dardot, P. y Laval, C. (2021). *Dominar: Estudio sobre la soberanía del Estado de Occidente*. Gedisa.
- Jones, K. (ed.) (2011). *La escuela en Europa Occidental. El Nuevo orden y sus adversarios*. Germania.
- Laval, C. (2004). *La escuela no es una empresa. El ataque neoliberal a la enseñanza pública*. Paidós.
- Laval, C. y Vergne, F. (2021). *Éducation démocratique. La révolution scolaire à venir*. La Découverte.
- Laval, C., Vergne, F., Clément, P. y Dreux, G. (2012). *La nouvelle école capitaliste*. La Découverte.



Revista Educación, Política y Sociedad (ISSN 2445-4109) está distribuida bajo una [Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial 4.0 Internacional](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)